

N°	Missions/Opérations	Opdrachten/Operaties
107	au moins une mission "CJTF-OIR" (Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve) en Iraq à partir de février 2019	minstens één opdracht "CJTF-OIR" (Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve) in Irak vanaf februari 2019
108	la mission "EMASoH" (European-Led Maritime Awareness in the Strait of Hormuz) dans le Golf arabe à partir du 20 janvier 2020	de opdracht "EMASoH" (European-Led Maritime Awareness in the Strait of Hormuz) in de Arabische Golf vanaf 20 januari 2020
109	la mission dans le cadre de la Task Force "TAKUBA" au Mali et au Chad du 27 mars 2020 au 30 juin 2022	de opdracht in het kader van de Task Force "TAKUBA" in Mali en Chad van 27 maart 2020 tot 30 juni 2022
110	au moins une opération "OVV" (Operation Valiant Bat) à partir de septembre 2020	minstens één operatie "OVV" (Operation Valiant Bat) vanaf september 2020
111	la mission "RED KITE" du 18 août 2021 au 29 août 2021	de opdracht "RED KITE" van 18 augustus 2021 tot 29 augustus 2021
112	au moins une mission "EUTM" (European Union Training Mission) au Mozambique à partir du 4 janvier 2022	minstens één opdracht "EUTM" (European Union Training Mission) in Mozambique vanaf 4 januari 2022
113	la mission "IAPM" (Icelandic Air Policing Mission) à partir du 28 février 2022	de opdracht "IAPM" (Icelandic Air Policing Mission) vanaf 28 februari 2022
114	l'opération "NRF - VJTF" (NATO Response Force - Very High Readiness Joint Task Force) en Roumanie du 1 <sup>er</sup> mars 2022 au 8 décembre 2022	de operatie "NRF - VJTF" (NATO Response Force - Very High Readiness Joint Task Force) in Roemenië van 1 maart 2022 tot 8 december 2022
115	la mission "eVA" (enhanced Vigilant Activities) dans les Etats baltes et le quartier général en soutien en Allemagne à partir du 24 mars 2022	de opdracht "eVA" (enhanced Vigilant Activities) in de Baltische Staten en in het ondersteunend hoofdkwartier in Duitsland vanaf 24 maart 2022
116	l'opération "Baltic Pegasus" en Lituanie à partir du 24 mars 2022	de operatie "Baltic Pegasus" in Litouwen vanaf 24 maart 2022

Vu pour être annexé à l'arrêté du 19 octobre 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 29 juin 1994 fixant des missions et opérations qui sont prises en considération pour l'octroi de la médaille commémorative pour missions ou opérations à l'étranger.

L. DEDONDER

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 19 oktober 2023 tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 juni 1994 tot vaststelling van opdrachten en operaties die in aanmerking komen voor de toekenning van de herinneringsmedaille voor buitenlandse opdrachten of operaties.

L. DEDONDER

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2023/47460]

### Extrait de l'arrêt n° 150/2023 du 9 novembre 2023

Numéro du rôle : 8007

*En cause* : le recours en annulation des articles 3, 4°, 4, 1°, et 37 de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019 « réglant l'octroi des prestations familiales », introduit par l'ASBL « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges T. Giet, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune et K. Jadin, assistée du greffier N. Dupont, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 juin 2023 et parvenue au greffe le 9 juin 2023, un recours en annulation des articles 3, 4°, 4, 1°, et 37 de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019 « réglant l'octroi des prestations familiales » (publiée au *Moniteur belge* du 8 mai 2019) a été introduit par l'ASBL « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », l'ASBL « L'Atelier des Droits Sociaux », l'ASBL « Forum Bruxellois de Lutte contre la Pauvreté », l'ASBL « Association pour le droit des Etrangers » et l'ASBL « Ligue des droits humains », assistées et représentées par Me S. Janssens, avocat au barreau de Bruxelles.

Le 28 juin 2023, en application de l'article 72, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs T. Giet et S. de Bethune ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

#### II. *En droit*

(...)

B.1. Le recours en annulation est dirigé contre les articles 3, 4°, 4, 1°, et 37 de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019 « réglant l'octroi des prestations familiales » (ci-après : l'ordonnance du 25 avril 2019).

Ce recours est introduit conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à la suite des arrêts n<sup>os</sup> 153/2022 du 24 novembre 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.153) et 7/2023 du 19 janvier 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.007).

B.2. L'ordonnance du 25 avril 2019 fixe « les droits aux prestations familiales en région bilingue de Bruxelles-Capitale » (article 2).

Parmi ces prestations familiales figurent les allocations familiales (articles 7 à 14).

B.3.1. L'article 4 de l'ordonnance du 25 avril 2019 dispose :

« Ouvrir droit aux prestations familiales, l'enfant :

1° ayant son domicile en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° belge ou étranger bénéficiaire d'un titre de séjour;

3° répondant aux conditions fixées par l'article 25 ou 26 ».

Aux termes de l'article 3, 4°, de la même ordonnance, le « domicile » au sens de la disposition précitée s'entend du « lieu où la personne a sa résidence principale selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques et où elle a effectivement son principal établissement ».

B.3.2. L'article 37 de l'ordonnance du 25 avril 2019 dispose :

« Les enfants étrangers bénéficiaires de prestations familiales en application d'un régime belge d'allocations familiales pour le mois de décembre 2019 sont réputés satisfaire à la condition fixée à l'article 4, 2° ».

*Quant à la recevabilité du recours*

B.4. Par son arrêt n° 153/2022, précité, rendu sur question préjudicielle, la Cour a dit pour droit :

« 1. Les mots ' selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques ' contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019 ' réglant l'octroi des prestations familiales ' violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

[...] ».

Cet arrêt a été publié au *Moniteur belge* le 24 avril 2023.

Par son arrêt n° 7/2023, précité, rendu sur question préjudicielle, la Cour a dit pour droit :

« Les mots ' selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques ' contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019 ' réglant l'octroi des prestations familiales ' violent les articles 10 et 11 de la Constitution ».

Cet arrêt a été publié au *Moniteur belge* le 5 juin 2023.

B.5. Le recours en annulation présentement examiné, qui fait suite aux arrêts n°s 153/2022 et 7/2023 précités, est introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui dispose :

« Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution par le Conseil des Ministres, par le Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région, par les présidents des assemblées législatives à la demande de deux tiers de leurs membres ou par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 134 de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1<sup>er</sup>. Le délai prend cours le lendemain de la date de la publication de l'arrêt au *Moniteur belge* ».

B.6. Par l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, le législateur spécial a voulu éviter le maintien dans l'ordre juridique de dispositions que la Cour, sur question préjudicielle, a déclarées contraires aux règles que la Cour est habilitée à faire respecter (voy. *Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-897/1, p. 6).

Statuant sur un recours en annulation introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, la Cour peut donc être amenée à annuler la norme attaquée dans la mesure de l'inconstitutionnalité constatée auparavant au contentieux préjudiciel.

L'article 4, alinéa 2, précité, ne saurait être appliqué à une disposition législative qui ne faisait pas l'objet de la question préjudicielle sur laquelle la Cour a statué par un arrêt ouvrant un nouveau délai de recours de six mois, sauf si cette disposition est indissociablement liée à la disposition législative qui a fait l'objet de la question préjudicielle. Il ne peut pas non plus être appliqué à une disposition législative sur laquelle portait la question préjudicielle précitée lorsque le moyen d'annulation allègue une inconstitutionnalité que la Cour avait déclarée non établie dans l'arrêt rendu sur la question préjudicielle.

L'étendue du recours en annulation présentement examiné est donc limitée à l'inconstitutionnalité constatée, sur question préjudicielle, dans les arrêts n°s 153/2022 et 7/2023 précités.

B.7.1. Par ses arrêts n°s 153/2022 et 7/2023, précités, la Cour a considéré que la différence de traitement critiquée découlait des mots « selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques » contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance du 25 avril 2019, et n'a conclu qu'à une inconstitutionnalité des mots « selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques » contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance du 25 avril 2019.

B.7.2. Il découle de ce qui précède que le recours en annulation est irrecevable en ce qu'il vise d'autres dispositions que les mots « selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques » contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance du 25 avril 2019.

Le recours en annulation, en ce qu'il porte sur les articles 4, 1°, et 37 de la même ordonnance, est par conséquent irrecevable.

B.8. Dans la troisième branche de leur moyen unique, les parties requérantes demandent, à titre subsidiaire, si la Cour devait ne pas annuler l'article 4, 1°, de l'ordonnance du 25 avril 2019, un « arrêt interprétatif visant l'article 37 de l'ordonnance du 25 avril 2019 » permettant de considérer que le régime transitoire prévu par cette disposition vise également l'article 4, 1°, de l'ordonnance précitée.

Dans leur mémoire justificatif, les parties requérantes précisent qu'elles ne demandent pas un arrêt interprétatif conformément à l'article 118 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle – ce qu'elles ne pourraient faire puisque cette disposition prévoit qu'un arrêt interprétatif d'un arrêt rendu sur question préjudicielle ne peut être demandé que par la juridiction qui a posé la question préjudicielle et ne peut porter que sur les termes de l'arrêt de la Cour à interpréter –, mais une réserve d'interprétation dans le contentieux de l'annulation.

B.9.1. En vertu de l'article 142, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, la Cour est compétente pour statuer sur les recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'autorité fédérale, des communautés et des régions et pour cause de violation des articles du titre II (« Des Belges et de leurs droits ») et des articles 143, § 1<sup>er</sup>, 170, 172 et 191 de la Constitution.

B.9.2. En l'espèce, la demande des parties requérantes ne porte pas sur la constitutionnalité d'une disposition légale, mais sur la détermination de l'interprétation qui pourrait être donnée à une disposition légale, qui plus est, autre que celle qui a fait l'objet du constat d'inconstitutionnalité dans les arrêts n°s 153/2022 et 7/2023 précités.

Il n'appartient pas aux parties de solliciter une réserve d'interprétation. Une telle demande ne relève pas de la compétence de la Cour, telle qu'elle résulte de l'article 142 de la Constitution.

B.9.3. Le moyen, en sa troisième branche, par laquelle les parties requérantes invitent la Cour, à titre subsidiaire, à délivrer une « réserve d'interprétation » de l'article 37 de l'ordonnance du 25 avril 2019, n'est pas recevable.

B.10. Il résulte de ce qui précède que le recours en annulation n'est recevable qu'en ce qu'il est dirigé contre les mots « selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques » contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance du 25 avril 2019.

La Cour n'examine le moyen unique que dans cette mesure.

*Quant au fond*

B.11. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10, 11, 22bis et 23 de la Constitution, ainsi que de l'obligation de *standstill* que ce dernier article contient.

Selon les parties requérantes, il existerait, d'une part, une discrimination entre les enfants selon qu'ils sont inscrits ou non dans les registres de la population (première branche) et, d'autre part, une régression dans les droits des enfants puisque la condition de domicile n'apparaissait pas dans la législation précédente (deuxième branche).

B.12. Par son arrêt n° 153/2022, en réponse à la première question préjudicielle, la Cour a jugé :

« B.4. Il ressort des motifs des deux décisions de renvoi que la Cour est invitée à vérifier si, en réservant le droit aux allocations familiales aux 'enfants' qui ont leur 'domicile' en région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'article 4, 1°, de l'ordonnance du 25 avril 2019, lu en combinaison avec l'article 3, 4°, de la même ordonnance, est compatible avec le principe d'égalité et de non-discrimination, tel qu'il découle des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que ces dispositions législatives feraient naître une différence de traitement discriminatoire entre deux catégories d' 'enfants' étrangers auxquels s'applique l'ordonnance précitée et qui résident effectivement et principalement en région bilingue de Bruxelles-Capitale : d'une part, ceux qui sont inscrits dans les registres de la population que tient la commune de leur résidence et, d'autre part, ceux qui ne sont inscrits dans aucun des registres de la population tenus par une commune belge.

B.5.1. Le 'lieu où la personne a sa résidence principale selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques', dont il est question à l'article 3, 4°, de l'ordonnance du 25 avril 2019, cité en B.2.2, est le 'domicile légal' au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4°, de l'accord de coopération 'portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales', que la Commission communautaire commune a conclu le 6 septembre 2017 avec la Communauté flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone (*Doc. parl., Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, 2018-2019, n° B-160/1, p. 11*).

Cet accord de coopération définit le 'domicile légal' comme 'le lieu où une personne est inscrite à titre principal sur les registres de la population, conformément à l'article 32, 3°, du Code judiciaire'.

Lesdits registres auxquels renvoie cette dernière définition sont 'les registres tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, [alinéa 1<sup>er</sup>,] 1°[.] de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques' (article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'accord de coopération du 6 septembre 2017).

Tel qu'il a été complété par l'article 8 de la loi du 4 mai 2016 'relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice', l'article 32, 3°, du Code judiciaire définit le 'domicile' comme 'le lieu où la personne est inscrite à titre principal sur les registres de la population'.

B.5.2. L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour' dispose, depuis sa modification par l'article 9 de la loi du 9 novembre 2015 'portant dispositions diverses Intérieur' :

' Dans chaque commune sont tenus :

1° des registres de la population dans lesquels sont inscrits au lieu où ils ont établi leur résidence principale, qu'ils y soient présents ou qu'ils en soient temporairement absents, les Belges et les étrangers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, autorisés à s'y établir, ou les étrangers inscrits pour une autre raison conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à l'exception des étrangers qui sont inscrits au registre d'attente visé au 2° ainsi que les personnes visées à l'article 2bis de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

[...] '.

B.5.3. Les 'personnes inscrites aux registres de la population et au registre des étrangers visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991' sont 'inscrites au Registre national des personnes physiques' (article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 8 août 1983 'organisant un Registre national des personnes physiques', tel qu'il a été remplacé par l'article 3 de la loi du 25 novembre 2018 'portant des dispositions diverses concernant le Registre national et les registres de population').

La 'résidence principale' est l'une des informations qui sont enregistrées dans le Registre national des personnes physiques pour chaque personne inscrite dans les registres visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 (article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, de la loi du 8 août 1983, tel qu'il a été modifié par l'article 6, 1°, de la loi du 25 novembre 2018).

B.6. Il résulte de ce qui précède que l' 'enfant' étranger auquel s'applique l'ordonnance du 25 avril 2019, qui a sa résidence principale effective en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui est inscrit dans les registres de la population que la commune de sa résidence tient en application de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991, remplit la condition énoncée à l'article 4, 1°, de la même ordonnance.

Il résulte aussi de ce qui précède que l' 'enfant' étranger auquel s'applique la même ordonnance, qui a aussi sa résidence principale effective en région bilingue de Bruxelles-Capitale mais qui n'est pas inscrit dans les registres de la population que les communes belges tiennent en application de la disposition précitée de la loi du 19 juillet 1991, ne remplit pas la condition énoncée à l'article 4, 1°, de l'ordonnance du 25 avril 2019, de sorte qu'il n'a pas droit aux allocations familiales prévues par cette ordonnance.

B.7. Il résulte de ce qui est exposé en B.5 que cette différence de traitement découle des mots 'selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques' contenus dans l'article 3, 4°, de l'ordonnance du 25 avril 2019.

B.8.1. L'article 10, alinéa 2, de la Constitution dispose :

' Les Belges sont égaux devant la loi; [...] '.

L'article 11 de la Constitution dispose :

' La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination [...] '.

B.8.2. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.8.3. L'article 191 de la Constitution dispose :

' Tout étranger qui se trouve sur le territoire de la Belgique jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi '.

B.9.1. L'ordonnance du 25 avril 2019 détermine les conditions de l'exercice du ' droit aux prestations familiales ', qui est reconnu par l'article 23, alinéa 3, 6°, de la Constitution.

Comme les autres ' droits économiques et sociaux ' cités à l'article 23, alinéa 3, de la Constitution, le ' droit aux prestations familiales ' doit être garanti en vue de permettre à chacun de ' mener une vie conforme à la dignité humaine ', mentionné à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

B.9.2. Le ' droit aux prestations familiales ' est le droit de recevoir des pouvoirs publics compétents une contribution financière destinée à couvrir au moins partiellement les frais d'entretien et d'éducation d'un enfant (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2240/1, p. 2; *ibid.*, 2013-2014, n° 5-2232/5, pp. 91-92).

B.10. Lors des travaux préparatoires de l'ordonnance du 25 avril 2019, ni la condition de domicile énoncée à l'article 4, 1°, de cette ordonnance ni la différence de traitement décrite en B.6 n'ont été justifiées.

En revanche, les travaux préparatoires de l'article 37 font apparaître que le législateur ordonnancier entendait explicitement éviter que des enfants étrangers qui avaient droit aux prestations familiales en décembre 2019 perdent ce droit à cause de l'introduction de l'exigence de la régularité du séjour :

' Il prévoit par ailleurs une mesure de sauvegarde des droits des enfants étrangers bénéficiaires d'allocations familiales d'un régime belge pour le mois de décembre 2019. La régularité de leur séjour, condition non prévue par les législations remplacées par la présente ordonnance, est présumée ' (*Doc. parl.*, Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, 2018-2019, n° B-160/1, p. 7).

B.11. Dans la mesure où elle subordonne le droit d'un enfant aux allocations familiales à l'inscription de celui-ci dans les registres de la population, cette condition a pour effet qu'un enfant étranger auquel l'ordonnance du 25 avril 2019 peut s'appliquer, qui réside effectivement et principalement en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui ne peut être rattaché à aucun des régimes de prestations familiales applicables dans les autres régions du Royaume peut être privé du droit aux prestations familiales reconnu par l'article 23, alinéa 3, 6°, de la Constitution tant au profit des Belges que des étrangers parce qu'il n'est pas inscrit dans les registres précités.

B.12. Il résulte de ce qui précède que la différence de traitement décrite en B.6 n'est pas raisonnablement justifiée ».

B.13. Par son arrêt n° 7/2023, la Cour a jugé :

« B.4. Il ressort des motifs de la décision de renvoi que la Cour est invitée à vérifier si l'article 4, 1°, de l'ordonnance du 25 avril 2019, lu en combinaison avec l'article 3, 4°, de la même ordonnance, est compatible avec le principe d'égalité et de non-discrimination, tel qu'il découle des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que ces dispositions législatives feraient naître une différence de traitement discriminatoire entre les enfants qui ont leur ' domicile ' au sens de l'ordonnance précitée en Région de Bruxelles-Capitale et les enfants qui ont leur résidence principale effective sur ce même territoire mais ne sont plus inscrits dans le registre de la population à la suite d'une radiation d'office.

B.5.1. Le ' lieu où la personne a sa résidence principale selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques ', dont il est question à l'article 3, 4°, de l'ordonnance du 25 avril 2019, cité en B.2.2, est le ' domicile légal ' au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4°, de l'accord de coopération portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales, que la Commission communautaire commune a conclu le 6 septembre 2017 avec la Communauté flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone (*Doc. parl.*, Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, 2018-2019, n° B-160/1, p. 11).

Cet accord de coopération définit le ' domicile légal ' comme ' le lieu où une personne est inscrite à titre principal sur les registres de la population, conformément à l'article 32, 3°, du Code judiciaire '.

Les registres auxquels renvoie cette dernière définition sont ' les registres tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 1°[,] de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ' (article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'accord de coopération du 6 septembre 2017).

Tel qu'il a été complété par l'article 8 de la loi du 4 mai 2016 ' relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice ', l'article 32, 3°, du Code judiciaire définit le ' domicile ' comme ' le lieu où la personne est inscrite à titre principal sur les registres de la population '.

B.5.2. L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 ' relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour ' dispose, depuis sa modification par l'article 9 de la loi du 9 novembre 2015 ' portant dispositions diverses Intérieur ' :

' Dans chaque commune sont tenus :

1° des registres de la population dans lesquels sont inscrits au lieu où ils ont établi leur résidence principale, qu'ils y soient présents ou qu'ils en soient temporairement absents, les Belges et les étrangers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, autorisés à s'y établir, ou les étrangers inscrits pour une autre raison conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à l'exception des étrangers qui sont inscrits au registre d'attente visé au 2° ainsi que les personnes visées à l'article 2<sup>bis</sup> de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques; '.

B.5.3. Les ' personnes inscrites aux registres de la population et au registre des étrangers visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 ' sont ' inscrites au Registre national des personnes physiques ' (article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 8 août 1983 ' organisant un Registre national des personnes physiques ', tel qu'il a été remplacé par l'article 3 de la loi du 25 novembre 2018 ' portant des dispositions diverses concernant le Registre national et les registres de population ').

La ' résidence principale ' est l'une des informations qui sont enregistrées dans le Registre national des personnes physiques pour chaque personne inscrite dans les registres visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 (article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, de la loi du 8 août 1983, tel qu'il a été modifié par l'article 6, 1°, de la loi du 25 novembre 2018).

B.6. Il résulte de ce qui précède que l'enfant auquel s'applique l'ordonnance du 25 avril 2019, qui a sa résidence principale effective en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui est inscrit dans les registres de la population que la commune de sa résidence tient en application de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 juillet 1991, remplit la condition énoncée à l'article 4, 1°, de la même ordonnance.

Il résulte aussi de ce qui précède que l'enfant auquel s'applique la même ordonnance, qui a aussi sa résidence principale effective en région bilingue de Bruxelles-Capitale mais qui n'est plus inscrit dans les registres de la population que les communes belges tiennent en application de la disposition précitée de la loi du 19 juillet 1991 en raison d'une radiation d'office ne remplit pas la condition énoncée à l'article 4, 1<sup>o</sup>, de l'ordonnance du 25 avril 2019, de sorte qu'il n'a pas droit aux allocations familiales prévues par cette ordonnance.

B.7. Il résulte de ce qui est dit en B.5 que cette différence de traitement découle des mots 'selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques' contenus dans l'article 3, 4<sup>o</sup>, de l'ordonnance du 25 avril 2019.

B.8. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.9.1. L'ordonnance du 25 avril 2019 détermine les conditions de l'exercice du 'droit aux prestations familiales', qui est reconnu par l'article 23, alinéa 3, 6<sup>o</sup>, de la Constitution.

Comme les autres 'droits économiques et sociaux' cités à l'article 23, alinéa 3, de la Constitution, le 'droit aux prestations familiales' doit être garanti en vue de permettre à chacun de 'mener une vie conforme à la dignité humaine', mentionné à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

B.9.2. Le 'droit aux prestations familiales' est le droit de recevoir des pouvoirs publics compétents une contribution financière destinée à couvrir au moins partiellement les frais d'entretien et d'éducation d'un enfant (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n<sup>o</sup> 5-2240/1, p. 2; *ibid.*, 2013-2014, n<sup>o</sup> 5-2232/5, pp. 91-92).

B.10. Lors des travaux préparatoires de l'ordonnance du 25 avril 2019, ni la condition de domicile énoncée à l'article 4, 1<sup>o</sup>, de cette ordonnance ni la différence de traitement décrite en B.6 n'ont été justifiées.

B.11. Dans la mesure où elle subordonne le droit d'un enfant aux allocations familiales à l'inscription de celui-ci dans les registres de la population, cette condition a pour effet qu'un enfant auquel l'ordonnance du 25 avril 2019 peut s'appliquer, qui réside effectivement et principalement en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui ne peut être rattaché à aucun des régimes de prestations familiales applicables dans les autres régions du Royaume peut être privé du droit aux prestations familiales reconnu par l'article 23, alinéa 3, 6<sup>o</sup>, de la Constitution.

B.12. Il résulte de ce qui précède que la différence de traitement décrite en B.6 n'est pas raisonnablement justifiée ».

B.14. Pour les mêmes motifs, en ce qui concerne la première branche du moyen prise de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination, les mots « selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques » contenus dans l'article 3, 4<sup>o</sup>, de l'ordonnance du 25 avril 2019 violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le moyen unique est, dans cette mesure, fondé.

B.15. Le moyen unique, en sa deuxième branche, en ce qu'il porte sur le respect de l'obligation de *standstill*, ne pourrait pas conduire à une annulation plus étendue dans le cadre du recours présentement examiné, comme il est rappelé en B.6 et B.7. Or, par les griefs qu'elles développent, les parties requérantes tendent à étendre la portée du constat d'inconstitutionnalité contenu dans les arrêts n<sup>os</sup> 153/2022 et 7/2023 précités, ce qui n'est pas recevable.

Par ces motifs,

la Cour

annule les mots « selon les informations fournies par le Registre national des personnes physiques » contenus dans l'article 3, 4<sup>o</sup>, de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 25 avril 2019 « réglant l'octroi des prestations familiales ».

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 9 novembre 2023.

Le greffier,  
N. Dupont

Le président,  
P. Nihoul

## GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2023/47460]

### Uittreksel uit arrest nr. 150/2023 van 9 november 2023

Rolnummer 8007

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 3, 4<sup>o</sup>, 4, 1<sup>o</sup>, en 37 van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 april 2019 « tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag », ingesteld door de vzw « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters T. Giet, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune en K. Jadin, bijgestaan door de griffier N. Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 juni 2023 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 juni 2023, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 4<sup>o</sup>, 4, 1<sup>o</sup>, en 37 van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 april 2019 « tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 mei 2019) door de vzw « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », de vzw « L'Atelier des Droits Sociaux », de vzw « Brussels Forum voor Armoedebestrijding », de vzw « Association pour le droit des Etrangers » en de vzw « Ligue des droits humains », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. S. Janssens, advocaat bij de balie te Brussel.

Op 28 juni 2023 hebben de rechters-verslaggevers T. Giet en S. de Bethune, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen de artikelen 3, 4°, 4, 1°, en 37 van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 april 2019 « tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag » (hierna : de ordonnantie van 25 april 2019).

Dat beroep is ingesteld overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, ingevolge de arresten nrs. 153/2022 van 24 november 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.153) en 7/2023 van 19 januari 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.007).

B.2. De ordonnantie van 25 april 2019 bepaalt « de rechten op gezinsbijslag in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad » (artikel 2).

Tot die gezinsbijslag behoort de kinderbijslag (artikelen 7 tot en met 14).

B.3.1. Artikel 4 van de ordonnantie van 25 april 2019 bepaalt :

« Opent recht op gezinsbijslag, het kind :

1° dat zijn woonplaats heeft in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° dat de Belgische nationaliteit heeft of een buitenlander is die begunstigde is van een verblijfsvergunning;

3° dat aan de voorwaarden voldoet bepaald in artikel 25 of 26 ».

Luidens artikel 3, 4°, van dezelfde ordonnantie wordt de « woonplaats » in de zin van de voormelde bepaling begrepen als « de plaats waar de persoon zijn hoofdverblijfplaats heeft volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en waar die persoon daadwerkelijk hoofdzakelijk verblijft ».

B.3.2. Artikel 37 van de ordonnantie van 25 april 2019 bepaalt :

« Buitenlandse kinderen met een recht op gezinsbijslag op grond van een Belgische kinderbijslagregeling voor de maand december 2019, worden geacht de voorwaarde te vervullen bepaald in artikel 4, 2° ».

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

B.4. Bij zijn voormelde arrest nr. 153/2022, gewezen op prejudiciële vraag, heeft het Hof voor recht gezegd :

« 1. De woorden ' volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen ' in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 april 2019 ' tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag ' schenden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

[...] ».

Dat arrest werd op 24 april 2023 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij zijn voormelde arrest nr. 7/2023, gewezen op prejudiciële vraag, heeft het Hof voor recht gezegd :

« De woorden ' volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen ' in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 april 2019 ' tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag ' schenden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ».

Dat arrest werd op 5 juni 2023 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

B.5. Het voorliggende beroep tot vernietiging, dat volgt op de voormelde arresten nrs. 153/2022 en 7/2023, wordt ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt :

« Voor de Ministerraad, voor de Regering van een Gemeenschap of van een Gewest, voor de voorzitters van de wetgevende vergaderingen op verzoek van twee derde van hun leden of voor iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die doet blijken van een belang staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de dag na de datum van de bekendmaking van het arrest in het *Belgisch Staatsblad* ».

B.6. Bij artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 heeft de bijzondere wetgever willen beletten dat bepalingen in de rechtsorde behouden blijven wanneer het Hof op prejudiciële vraag heeft verklaard dat zij strijdig zijn met de regels die het Hof moet doen naleven (zie *Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-897/1, p. 6).

Uitspraak doende over een beroep tot vernietiging dat is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, kan het Hof dus ertoe worden gebracht de bestreden norm te vernietigen in zoverre het vooraf de ongrondwettigheid heeft vastgesteld in het prejudiciële contentieux.

Het voormelde artikel 4, tweede lid, kan niet worden toegepast op een wetsbepaling die niet het voorwerp uitmaakte van de prejudiciële vraag waarop het Hof uitspraak heeft gedaan bij een arrest waardoor een nieuwe beroepstermijn van zes maanden is geopend, tenzij die bepaling onlosmakelijk is verbonden met de wetsbepaling waarover de voormelde prejudiciële vraag is gesteld. Het kan evenmin worden toegepast op een wetsbepaling waarover de voormelde prejudiciële vraag is gesteld wanneer het vernietigingsmiddel een ongrondwettigheid aanvoert die het Hof in het op de prejudiciële vraag gewezen arrest niet heeft vastgesteld.

De omvang van het voorliggende beroep tot vernietiging is dus beperkt tot de ongrondwettigheid die, op prejudiciële vraag, is vastgesteld in de voormelde arresten nrs. 153/2022 en 7/2023.

B.7.1. Bij zijn voormelde arresten nrs. 153/2022 en 7/2023 heeft het Hof geoordeeld dat het bekritiseerde verschil in behandeling voortvloeide uit de woorden « volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen » in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019, en heeft het enkel tot een ongrondwettigheid van de woorden « volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen » in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019 besloten.

B.7.2. Uit het voorgaande vloeit voort dat het beroep tot vernietiging niet ontvankelijk is in zoverre het betrekking heeft op andere bepalingen dan de woorden « volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen » in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019.

Het beroep tot vernietiging, in zoverre het betrekking heeft op de artikelen 4, 1°, en 37 van dezelfde ordonnantie, is bijgevolg niet ontvankelijk.

B.8. In het derde onderdeel van hun enige middel vorderen de verzoekende partijen, in ondergeschikte orde, indien het Hof artikel 4, 1°, van de ordonnantie van 25 april 2019 niet zou vernietigen, een « uitleggend arrest betreffende artikel 37 van de ordonnantie van 25 april 2019 » dat het mogelijk maakt te oordelen dat de in die bepaling bedoelde overgangsregeling ook betrekking heeft op artikel 4, 1°, van de voormelde ordonnantie.

In hun memorie met verantwoording preciseren de verzoekende partijen dat zij geen uitleggend arrest vorderen overeenkomstig artikel 118 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof - hetgeen zij niet zouden kunnen doen, aangezien die bepaling erin voorziet dat een uitleggend arrest van een op prejudiciële vraag gewezen arrest enkel kan worden gevorderd door het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld en enkel betrekking kan hebben op de bewoordingen van het uit te leggen arrest van het Hof -, maar een voorbehoud van interpretatie in het vernietigingscontentieux.

B.9.1. Krachtens artikel 142, tweede lid, van de Grondwet en artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof is het Hof bevoegd om uitspraak te doen op de beroepen tot vernietiging van een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten en wegens schending van de artikelen van titel II (« De Belgen en hun rechten ») en van de artikelen 143, § 1, 170, 172 en 191 van de Grondwet.

B.9.2. Te dezen heeft de vordering van de verzoekende partijen geen betrekking op de grondwettigheid van een wetsbepaling, maar op het bepalen van de interpretatie die aan een wetsbepaling zou kunnen worden gegeven die, bovendien, verschilt van die welke het voorwerp van de vaststelling van ongrondwettigheid in de voormelde arresten nrs. 153/2022 en 7/2023 heeft uitgemaakt.

Het staat niet aan de partijen om een voorbehoud van interpretatie te vorderen. Een dergelijke vordering behoort niet tot de bevoegdheid van het Hof, zoals zij uit artikel 142 van de Grondwet voortvloeit.

B.9.3. Het derde onderdeel van het middel, waarbij de verzoekende partijen het Hof in ondergeschikte orde vragen om een « voorbehoud van interpretatie » van artikel 37 van de ordonnantie van 25 april 2019 toe te kennen, is niet ontvankelijk.

B.10. Uit het voorgaande vloeit voort dat het beroep tot vernietiging enkel ontvankelijk is in zoverre het is gericht tegen de woorden « volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen » in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019.

Het Hof onderzoekt het middel enkel in die mate.

*Ten gronde*

B.11. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22bis en 23 van de Grondwet, alsook van de in dat laatste artikel vervatte *standstill*-verplichting.

Volgens de verzoekende partijen zou er, enerzijds, een discriminatie onder kinderen bestaan naargelang zij al dan niet zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters (eerste onderdeel) en, anderzijds, een achteruitgang in de rechten van de kinderen aangezien de woonplaatsvoorwaarde niet voorkwam in de vorige wetgeving (tweede onderdeel).

B.12. Bij zijn arrest nr. 153/2022 heeft het Hof, in antwoord op de eerste prejudiciële vraag, geoordeeld :

« B.4. Uit de motieven van de twee verwijzingsbeslissingen blijkt dat het Hof wordt verzocht na te gaan of artikel 4, 1°, van de ordonnantie van 25 april 2019, in samenhang gelezen met artikel 3, 4°, van dezelfde ordonnantie, door het recht op kinderbijslag voor te behouden aan de ‘ kinderen ’ die hun ‘ woonplaats ’ hebben in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, bestaanbaar is met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, zoals het voortvloeit uit de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die wetsbepalingen een discriminerend verschil in behandeling zouden doen ontstaan tussen twee categorieën van buitenlandse ‘ kinderen ’ op wie de voormelde ordonnantie van toepassing is en die daadwerkelijk en hoofdzakelijk in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad verblijven : enerzijds diegenen die zijn ingeschreven in het door de gemeente van hun verblijfplaats gehouden bevolkingsregister en anderzijds diegenen die niet zijn ingeschreven in een door een Belgische gemeente gehouden bevolkingsregister.

B.5.1. De ‘ plaats waar de persoon zijn hoofdverblijfplaats heeft volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen ’, waarvan sprake is in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019, vermeld in B.2.2, is de ‘ wettelijke woonplaats ’ in de zin van artikel 1, 4°, van het samenwerkingsakkoord ‘ betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen ’, die de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op 6 september 2017 heeft gesloten met de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap (*Parl. St., Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, 2018-2019, nr. B-160/1, p. 11*).

Dat samenwerkingsakkoord definieert de ‘ wettelijke woonplaats ’ als ‘ de plaats waar een persoon in de bevolkingsregisters is ingeschreven en daar zijn hoofdverblijfplaats heeft overeenkomstig artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek ’.

De registers waarnaar in die laatste definitie wordt verwezen, zijn ‘ de registers zoals opgenomen in art. 1, [eerste lid,] 1°[,] van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ’ (artikel 1, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017).

Zoals aangevuld bij artikel 8 van de wet van 4 mei 2016 ‘ houdende internering en diverse bepalingen inzake Justitie ’ definieert artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek de ‘ woonplaats ’ als ‘ de plaats waar de persoon in de bevolkingsregisters is ingeschreven als hebbende aldaar zijn hoofdverblijf ’.

B.5.2. Artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 ‘ betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten ’ bepaalt, sinds de wijziging ervan bij artikel 9 van de wet van 9 november 2015 ‘ houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken ’ :

‘ In elke gemeente worden gehouden :

1° bevolkingsregisters waarin ingeschreven worden op de plaats waar zij hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben, ongeacht of zij er aanwezig dan wel tijdelijk afwezig zijn, de Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om voor een langere termijn dan drie maanden in het Rijk te verblijven, die gemachtigd zijn zich er te vestigen, of die om een andere reden ingeschreven worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met uitzondering van de vreemdelingen die zijn ingeschreven in het in 2° bedoelde register evenals de personen bedoeld in artikel 2bis van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

[...]’.

B.5.3. De ‘ personen die ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 ’ worden ‘ ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen ’ (artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ’, zoals vervangen bij artikel 3 van de wet van 25 november 2018 ‘ houdende diverse bepalingen met betrekking tot het Rijksregister en de bevolkingsregisters ’).

De ‘ hoofdverblijfplaats ’ is een van de gegevens die worden geregistreerd in het Rijksregister van de natuurlijke personen voor elke persoon die wordt ingeschreven in de registers bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 (artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983, zoals gewijzigd bij artikel 6, 1°, van de wet van 25 november 2018).

B.6. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het buitenlands ‘ kind ’ op wie de ordonnantie van 25 april 2019 van toepassing is en zijn daadwerkelijke hoofdverblijfplaats in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad heeft en is ingeschreven in de bevolkingsregisters die de gemeente van zijn verblijfplaats houdt met toepassing van artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991, voldoet aan de in artikel 4, 1°, van dezelfde ordonnantie vermelde voorwaarde.

Uit hetgeen voorafgaat, vloeit ook voort dat het buitenlands ' kind ' op wie dezelfde ordonnantie van toepassing is en dat ook zijn daadwerkelijke hoofdverblijfplaats in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad heeft, maar niet is ingeschreven in de bevolkingsregisters die de Belgische gemeenten houden met toepassing van de voormelde bepaling van de wet van 19 juli 1991, niet voldoet aan de voorwaarde vermeld in artikel 4, 1°, van de ordonnantie van 25 april 2019, zodat het geen recht heeft op de kinderbijslag waarin die ordonnantie voorziet.

B.7. Uit hetgeen in B.5 wordt uiteengezet, blijkt dat dat verschil in behandeling voortvloeit uit de woorden ' volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen ' in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019.

B.8.1. Artikel 10, tweede lid, van de Grondwet bepaalt :

' De Belgen zijn gelijk voor de wet; [...] '.

Artikel 11 van de Grondwet bepaalt :

' Het genot van de rechten en vrijheden aan de Belgen toegekend moet zonder discriminatie verzekerd worden. [...] '.

B.8.2. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewezen middelen en het beoogde doel.

B.8.3. Artikel 191 van de Grondwet bepaalt :

' Iedere vreemdeling die zich op het grondgebied van België bevindt, geniet de bescherming verleend aan personen en aan goederen, behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen '.

B.9.1. De ordonnantie van 25 april 2019 legt de voorwaarden vast voor de uitoefening van het ' recht op gezinsbijslagen ' dat is erkend bij artikel 23, derde lid, 6°, van de Grondwet.

Zoals de andere ' economische en sociale rechten ' vermeld in artikel 23, derde lid, van de Grondwet dient het ' recht op gezinsbijslag ' te worden gewaarborgd teneinde ieder in staat te stellen ' een menswaardig leven te leiden ', zoals vermeld in artikel 23, eerste lid, van de Grondwet.

B.9.2. Het ' recht op gezinsbijslagen ' is het recht om van de bevoegde overheid een financiële bijdrage te verkrijgen die op zijn minst gedeeltelijk de kosten van onderhoud en opvoeding van een kind compenseert (*Parl. St.*, Senaat, 2012-2013, nr. 5-2240/1, p. 2; *ibid.*, 2013-2014, nr. 5-2232/5, pp. 91-92).

B.10. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 25 april 2019 is noch de in artikel 4, 1°, van die ordonnantie vermelde woonplaatsvoorwaarde, noch het in B.6 beschreven verschil in behandeling verantwoord.

Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 37 blijkt integendeel dat de ordonnantiegever expliciet de bedoeling had om te vermijden dat buitenlandse kinderen die in december 2019 recht hadden op gezinsbijslag, dit recht zouden verliezen door de invoering van de vereiste dat het verblijf een regelmatig karakter dient te hebben :

' Er wordt tevens voorzien in een maatregel ter vrijwaring van de rechten van buitenlandse kinderen die voor de maand december 2019 recht op kinderbijslag volgens een Belgische regeling hebben. Deze kinderen worden verondersteld hier regelmatig te verblijven. Het betreft een voorwaarde die niet werd vastgelegd in de wetgeving die deze ordonnantie vervangt ' (*Parl. St.*, Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, 2018-2019, nr. B-160/1, p. 7).

B.11. In zoverre zij het recht van een kind op kinderbijslag afhankelijk maakt van de inschrijving van dat kind in de bevolkingsregisters, heeft die voorwaarde tot gevolg dat een buitenlands kind op wie de ordonnantie van 25 april 2019 van toepassing kan zijn en dat daadwerkelijk en hoofdzakelijk in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad verblijft en dat niet kan worden gekoppeld aan een van de gezinsbijslagstelsels die van toepassing zijn in de andere gewesten van het Rijk, het recht op gezinsbijslag kan worden ontnomen dat, zowel ten behoeve van de Belgen als de vreemdelingen, is erkend bij artikel 23, derde lid, 6°, van de Grondwet omdat het niet is ingeschreven in de voormelde registers.

B.12. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het in B.6 beschreven verschil in behandeling niet redelijk verantwoord is ».

B.13. Bij zijn arrest nr. 7/2023 heeft het Hof geoordeeld :

« B.4. Uit de motieven van de verwijzingsbeslissing blijkt dat het Hof wordt verzocht na te gaan of artikel 4, 1°, van de ordonnantie van 25 april 2019, in samenhang gelezen met artikel 3, 4°, van dezelfde ordonnantie, bestaansbaar is met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, zoals het voortvloeit uit de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die bepalingen een discriminerend verschil in behandeling zouden doen ontstaan tussen de kinderen die hun ' woonplaats ' in de zin van de voormelde ordonnantie in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest hebben en de kinderen die hun daadwerkelijke hoofdverblijfplaats op datzelfde grondgebied hebben, maar die niet langer zijn ingeschreven in het bevolkingsregister ingevolge een ambtshalve schrapping.

B.5.1. De ' plaats waar de persoon zijn hoofdverblijfplaats heeft volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen ', waarvan sprake is in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019, vermeld in B.2.2, is de ' wettelijke woonplaats ' in de zin van artikel 1, 4°, van het samenwerkingsakkoord betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen, die de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op 6 september 2017 heeft gesloten met de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap (*Parl. St.*, Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, 2018-2019, nr. B-160/1, p. 11).

Dat samenwerkingsakkoord definieert de ' wettelijke woonplaats ' als ' de plaats waar een persoon in de bevolkingsregisters is ingeschreven en daar zijn hoofdverblijfplaats heeft overeenkomstig artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek '.

De registers waarnaar in die laatste definitie wordt verwezen, zijn ' de registers zoals opgenomen in art. 1, 1°[,] van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ' (artikel 1, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017).

Zoals aangevuld bij artikel 8 van de wet van 4 mei 2016 ' houdende internering en diverse bepalingen inzake Justitie ', definieert artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek de ' woonplaats ' als ' de plaats waar de persoon in de bevolkingsregisters is ingeschreven als hebbende aldaar zijn hoofdverblijf '.

B.5.2. Artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 ' betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten ' bepaalt, sinds de wijziging ervan bij artikel 9 van de wet van 9 november 2015 ' houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken ' :



‘ In elke gemeente worden gehouden :

1° bevolkingsregisters waarin ingeschreven worden op de plaats waar zij hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben, ongeacht of zij er aanwezig dan wel tijdelijk afwezig zijn, de Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om voor een langere termijn dan drie maanden in het Rijk te verblijven, die gemachtigd zijn zich er te vestigen, of die om een andere reden ingeschreven worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met uitzondering van de vreemdelingen die zijn ingeschreven in het in 2° bedoelde register evenals de personen bedoeld in artikel 2bis van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen; ’.

B.5.3. De ‘ personen die ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 ‘ worden ‘ ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen ‘ (artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 8 augustus 1983 ‘ tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ‘, zoals vervangen bij artikel 3 van de wet van 25 november 2018 ‘ houdende diverse bepalingen met betrekking tot het Rijksregister en de bevolkingsregisters ‘).

De ‘ hoofdverblijfplaats ‘ is een van de gegevens die worden geregistreerd in het Rijksregister van de natuurlijke personen voor elke persoon die wordt ingeschreven in de registers bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991 (artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983, zoals gewijzigd bij artikel 6, 1°, van de wet van 25 november 2018).

B.6. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het kind op wie de ordonnantie van 25 april 2019 van toepassing is en dat zijn daadwerkelijke hoofdverblijfplaats in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad heeft en is ingeschreven in de bevolkingsregisters die de gemeente van zijn verblijfplaats houdt met toepassing van artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 19 juli 1991, voldoet aan de in artikel 4, 1°, van dezelfde ordonnantie vermelde voorwaarde.

Uit hetgeen voorafgaat, vloeit ook voort dat het kind op wie dezelfde ordonnantie van toepassing is en dat ook zijn daadwerkelijke hoofdverblijfplaats in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad heeft, maar niet langer is ingeschreven in de bevolkingsregisters die de Belgische gemeenten houden met toepassing van de voormelde bepaling van de wet van 19 juli 1991, wegens een ambtshalve schrapping, niet voldoet aan de voorwaarde vermeld in artikel 4, 1°, van de ordonnantie van 25 april 2019, zodat het geen recht heeft op de kinderbijslag waarin die ordonnantie voorziet.

B.7. Uit hetgeen in B.5 is vermeld, blijkt dat dat verschil in behandeling voortvloeit uit de woorden ‘ volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen ‘ in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019.

B.8. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.9.1. De ordonnantie van 25 april 2019 legt de voorwaarden vast voor de uitoefening van het ‘ recht op gezinsbijslagen ‘ dat is erkend bij artikel 23, derde lid, 6°, van de Grondwet.

Zoals de andere ‘ economische en sociale rechten ‘ vermeld in artikel 23, derde lid, van de Grondwet dient het ‘ recht op gezinsbijslag ‘ te worden gewaarborgd teneinde ieder in staat te stellen ‘ een menswaardig leven te leiden ‘, zoals vermeld in artikel 23, eerste lid, van de Grondwet.

B.9.2. Het ‘ recht op gezinsbijslagen ‘ is het recht om van de bevoegde overheid een financiële bijdrage te verkrijgen die op zijn minst gedeeltelijk de kosten van onderhoud en opvoeding van een kind compenseert (*Parl. St.*, Senaat, 2012-2013, nr. 5-2240/1, p. 2; *ibid.*, 2013-2014, nr. 5-2232/5, pp. 91-92).

B.10. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 25 april 2019 werd noch de in artikel 4, 1°, van die ordonnantie vermelde woonplaatsvoorwaarde, noch het in B.6 beschreven verschil in behandeling verantwoord.

B.11. In zoverre zij het recht van een kind op kinderbijslag afhankelijk maakt van de inschrijving van dat kind in de bevolkingsregisters, heeft die voorwaarde tot gevolg dat een kind op wie de ordonnantie van 25 april 2019 van toepassing kan zijn en dat daadwerkelijk en hoofdzakelijk in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad verblijft en dat niet kan worden gekoppeld aan een van de gezinsbijslagstelsels die van toepassing zijn in de andere gewesten van het Rijk, het recht op gezinsbijslag kan worden ontnomen dat is erkend bij artikel 23, derde lid, 6°, van de Grondwet.

B.12. Uit het voorgaande volgt dat het in B.6 beschreven verschil in behandeling niet redelijk verantwoord is ».

B.14. Om dezelfde redenen schenden, wat betreft het eerste onderdeel van het middel dat is afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, de woorden « volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen » in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van 25 april 2019 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het enige middel is, in die mate, gegrond.

B.15. Het tweede onderdeel van het enige middel, in zoverre het betrekking heeft op de inachtneming van de *standstill*-verplichting, zou niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden in het kader van het voorliggende beroep, zoals in B.6 en B.7 in herinnering is gebracht. Via de grieven die de verzoekende partijen uiteenzetten, beogen zij evenwel de draagwijdte uit te breiden van de vaststelling van ongrondwettigheid die in de voormelde arresten nrs. 153/2022 en 7/2023 is vervat, hetgeen niet ontvankelijk is.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de woorden « volgens de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen » in artikel 3, 4°, van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 25 april 2019 « tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag ».

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 9 november 2023.

De griffier,  
N. Dupont

De voorzitter,  
P. Nihoul

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2023/47460]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 150/2023 vom 9. November 2023

Geschäftsverzeichnisnummer 8007

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 Nr. 4, 4 Nr. 1 und 37 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 25. April 2019 « zur Regelung der Gewährung von Familienleistungen », erhoben von der VoG « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern T. Giet, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune und K. Jadin, unter Assistenz des Kanzlers N. Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

*I. Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 8. Juni 2023 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. Juni 2023 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 Nr. 4, 4 Nr. 1 und 37 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 25. April 2019 « zur Regelung der Gewährung von Familienleistungen » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. Mai 2019): die VoG « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », die VoG « L'Atelier des Droits Sociaux », die VoG « Forum Bruxellois de Lutte contre la Pauvreté », die VoG « Association pour le droit des Etrangers » und die VoG « Ligue des droits humains », unterstützt und vertreten durch RÄin S. Janssens, in Brüssel zugelassen.

Am 28. Juni 2023 haben die referierenden Richter T. Giet und S. de Bethune in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

*II. Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1. Die Klage auf Nichtigerklärung richtet sich gegen die Artikel 3 Nr. 4, 4 Nr. 1 und 37 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 25. April 2019 « zur Regelung der Gewährung von Familienleistungen » (nachstehend: Ordonnanz vom 25. April 2019).

Diese Klage wurde gemäß Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof im Anschluss an die Entscheide Nrn. 153/2022 vom 24. November 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.153) und 7/2023 vom 19. Januar 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.007) erhoben.

B.2. Die Ordonnanz vom 25. April 2019 legt « die Ansprüche auf Familienleistungen im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt » fest (Artikel 2 derselben Ordonnanz).

Zu diesen Familienleistungen gehören die Familienbeihilfen (Artikel 7 bis 14).

B.3.1. Artikel 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 bestimmt:

« Ouvre droit aux prestations familiales, l'enfant :

1° ayant son domicile en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° belge ou étranger bénéficiaire d'un titre de séjour;

3° répondant aux conditions fixées par l'article 25 ou 26 ».

B.2.2. Nach Artikel 3 Nr. 4 derselben Ordonnanz ist unter dem « Wohnsitz » im Sinne der vorerwähnten Bestimmung der « Ort, an dem die Person nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen ihren Hauptwohntort hat und an dem sie sich tatsächlich hauptsächlich niedergelassen hat » zu verstehen.

B.3.2. Artikel 37 der Ordonnanz vom 25. April 2019 bestimmt:

« Les enfants étrangers bénéficiaires de prestations familiales en application d'un régime belge d'allocations familiales pour le mois de décembre 2019 sont réputés satisfaire à la condition fixée à l'article 4, 2° ».

*In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.4. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 153/2022, der auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erlassen worden ist, hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

« 1. Die Wörter ' nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen ', die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 25. April 2019 ' zur Regelung der Gewährung von Familienleistungen ' enthalten sind, verstoßen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

[...] ».

Dieser Entscheid wurde am 27. April 2023 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 7/2023, der auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erlassen worden ist, hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

« Die Wörter ' nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen ', die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 25. April 2019 ' zur Regelung der Gewährung von Familienleistungen ' enthalten sind, verstoßen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ».

Dieser Entscheid wurde am 5. Juni 2023 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

B.5. Die jetzt vorliegende Nichtigkeitsklage wurde im Anschluss an die vorerwähnten Entscheide Nrn. 153/2022 und 7/2023 aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erhoben, der bestimmt:

« Eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wird dem Ministerrat, der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region, den Präsidenten der gesetzgebenden Versammlungen auf Antrag von zwei Dritteln ihrer Mitglieder oder jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist, gewährt, wenn der Verfassungsgerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 134 der Verfassung erwähnte Regel gegen eine in Artikel 1 erwähnte Regel oder gegen einen in Artikel 1 erwähnten Verfassungsartikel verstößt. Die Frist läuft ab dem Tag nach dem Datum der Veröffentlichung des Entscheids im *Belgischen Staatsblatt* ».

B.6. Mit Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 wollte der Sondergesetzgeber verhindern, dass Bestimmungen in der Rechtsordnung bestehen bleiben, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erkannt hat, dass sie im Widerspruch zu den Regeln stehen, deren Einhaltung der Gerichtshof zu überwachen hat (siehe *Parl. Dok., Senat, 2000-2001, Nr. 2-897/1, S. 6*).

Wenn der Gerichtshof über eine aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 eingereichte Nichtigkeitsklage befindet, kann er also dazu veranlasst werden, die angefochtene Rechtsnorm für nichtig zu erklären, insofern er vorher ihre Verfassungswidrigkeit im Vorabentscheidungsverfahren festgestellt hat.

Der vorerwähnte Artikel 4 Absatz 2 kann nicht auf eine Gesetzesbestimmung angewandt werden, die nicht Gegenstand der Vorabentscheidungsfrage war, über die der Gerichtshof durch einen Entscheid befunden hat, mit dem eine neue Klageerhebungsfrist von sechs Monaten eröffnet wurde, außer wenn diese Bestimmung untrennbar mit der Gesetzesbestimmung verbunden ist, die Gegenstand der vorerwähnten Vorabentscheidungsfrage war. Er kann genauso wenig auf eine Gesetzesbestimmung angewandt werden, die Gegenstand der vorerwähnten Vorabentscheidungsfrage war, wenn im Nichtigkeitsklagegrund eine Verfassungswidrigkeit geltend gemacht wird, die der Gerichtshof in dem auf die Vorabentscheidungsfrage hin erlassenen Entscheid nicht festgestellt hat.

Der Umfang der vorliegenden Nichtigkeitsklage beschränkt sich also auf die in den vorerwähnten Entscheiden Nrn. 153/2022 und 7/2023 auf Vorabentscheidungsfragen hin festgestellte Verfassungswidrigkeit.

B.7.1. In seinen vorerwähnten Entscheiden Nrn. 153/2022 und 7/2023 hat der Gerichtshof die Auffassung vertreten, dass sich der beanstandete Behandlungsunterschied aus den Wörtern « nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen », die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 enthalten sind, ergibt, und hat nur auf eine Verfassungswidrigkeit der Wörter « nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen », die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 enthalten sind, erkannt.

B.7.2. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Nichtigkeitsklage unzulässig ist, insofern sie sich auf andere Bestimmungen als die Wörter « nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen », die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 enthalten sind, bezieht.

Die Nichtigkeitsklage ist folglich unzulässig, insofern sie sich auf die Artikel 4 Nr. 1 und 37 derselben Ordonnanz bezieht.

B.8. Im dritten Teil ihres einzigen Klagegrunds beantragen die klagenden Parteien hilfsweise, wenn der Gerichtshof Artikel 4 Nr. 1 der Ordonnanz vom 25. April 2019 nicht für nichtig erklären sollte, einen « Auslegungsentscheid zu Artikel 37 der Ordonnanz vom 25. April 2019 », der es ermöglicht, davon auszugehen, dass sich die von dieser Bestimmung vorgesehene Übergangsregelung ebenfalls auf Artikel 4 Nr. 1 der vorerwähnten Ordonnanz bezieht.

In ihrem Begründungsschriftsatz präzisieren die klagenden Parteien, dass sie keinen Auslegungsentscheid gemäß Artikel 118 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof beantragen - was sie nicht tun könnten, denn diese Bestimmung sehe vor, dass ein Auslegungsbescheid eines auf eine Vorabentscheidungsfrage ergangenen Entscheids nur von dem Rechtsprechungsorgan, das die Vorabentscheidungsfrage gestellt habe, beantragt werden dürfe und sich nur auf den auszulegenden Entscheid des Gerichtshofs beziehen dürfe -, sondern einen Vorbehalt der Auslegung in der Nichtigkeitsstreitsache.

B.9.1. Aufgrund von Artikel 142 Absatz 2 der Verfassung und Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ist der Gerichtshof dazu befugt, im Wege eines Entscheids über Klagen auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wegen Verletzung der Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund der Verfassung für die Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten der Föderalbehörde, der Gemeinschaften und der Regionen festgelegt sind, und wegen Verletzung der Artikel von Titel II (« Die Belgier und ihre Rechte ») und der Artikel 143 § 1, 170, 172 und 191 der Verfassung zu befinden.

B.9.2. Im vorliegenden Fall bezieht sich der Antrag der klagenden Parteien nicht auf die Verfassungsmäßigkeit einer Gesetzesbestimmung, sondern auf die Bestimmung der Auslegung, die einer Gesetzesbestimmung gegeben werden könnte, die noch dazu eine andere als die Gesetzesbestimmung ist, die Gegenstand der Feststellung der Verfassungswidrigkeit in den vorerwähnten Entscheiden Nrn. 153/2022 und 7/2023 war.

Es steht den Parteien nicht zu, einen Vorbehalt einer Auslegung zu beantragen. Ein solcher Antrag fällt nicht in die Zuständigkeit des Gerichtshofs, wie sie sich aus Artikel 142 der Verfassung ergibt.

B.9.3. Der dritte Teil des Klagegrunds, mit dem die klagenden Parteien den Gerichtshof bitten, hilfsweise einen « Vorbehalt der Auslegung » von Artikel 37 der Ordonnanz vom 25. April 2019 zu erlassen, ist unzulässig.

B.10. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Nichtigkeitsklage nur zulässig ist, insofern sie sich gegen die Wörter « nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen », die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 enthalten sind, richtet.

Der Gerichtshof prüft den Klagegrund nur in diesem Maße.

*Zur Hauptsache*

B.11. Der einzige Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 *22bis* und 23 der Verfassung und die im letztgenannten Artikel enthaltene Stillhaltverpflichtung abgeleitet.

Nach Auffassung der klagenden Parteien besteht einerseits eine Diskriminierung zwischen Kindern je nachdem, ob sie in den Bevölkerungsregistern eingetragen sind oder nicht (erster Teil), und andererseits ein Rückschritt bei den Rechten von Kindern, denn die Wohnsitzbedingung war nicht in den vorherigen Rechtsvorschriften enthalten (zweiter Teil).

B.12. In seinem Entscheid Nr. 153/2022 hat der Gerichtshof in Beantwortung der ersten Vorabentscheidungsfrage geurteilt:

« B.4. Aus der Begründung der zwei Vorlageentscheidungen geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird zu prüfen, ob Artikel 4 Nr. 1 der Ordonnanz vom 25. April 2019 in Verbindung mit Artikel 3 Nr. 4 derselben Ordonnanz, indem er den Anspruch auf Familienbeihilfen ' Kindern ' vorbehält, die ihren ' Wohnsitz ' im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt haben, mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, wie er sich aus den Artikeln 10 und 11 der Verfassung ergibt, vereinbar ist, insofern diese Gesetzesbestimmungen einen diskriminierenden Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von ausländischen ' Kindern ' herbeiführen würden, auf die die vorerwähnte Ordonnanz Anwendung findet und die tatsächlich und hauptsächlich im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt wohnen: einerseits diejenigen, die in den Bevölkerungsregistern eingetragen sind, die die Gemeinde ihres Wohnortes führt, und andererseits diejenigen, die in keinem der von einer belgischen Gemeinde geführten Bevölkerungsregister eingetragen sind.

B.5.1. Der in B.2.2 zitierte ' Ort, an dem die Person nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen ihren Hauptwohrt hat ', von dem in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 die Rede ist, ist der ' gesetzliche Wohnsitz ' im Sinne von Artikel 1 Nr. 4 des Zusammenarbeitsabkommens ' bezüglich der Angliederungsfaktoren, der Verwaltung der Altlasten, des Datenaustausches im Bereich der Familienleistungen und der Bedingungen für die Zuständigkeitsübertragung zwischen den Kindergeldkassen ', das die Gemeinsamen Gemeinschaftskommission am 6. September 2017 mit der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossen hat (*Parl. Dok., Vereinigte Versammlung der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, 2018-2019, Nr. B-160/1, S. 11*).

In diesem Zusammenarbeitsabkommen ist der ' gesetzliche Wohnsitz ' als der ' Ort, wo eine Person gemäß Artikel 32 Nummer 3 des Gerichtsgesetzbuches dem Bevölkerungsregister zufolge ihren Hauptwohrt hat ' definiert.

Die genannten Register, auf die in dieser Definition verwiesen wird, sind ' die Register wie sie in Artikel 1 [Absatz 1] Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister, die Personalausweise, die Ausländerkarten und die Aufenthaltsdokumente und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen definiert sind ' (Artikel 1 Nr. 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. September 2017).

Ergänzt durch Artikel 8 des Gesetzes vom 4. Mai 2016 ' über die Internierung und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz ' definiert Artikel 32 Nr. 3 des Gerichtsgesetzbuches den ' Wohnsitz ' als ' den Ort, wo eine Person dem Bevölkerungsregister zufolge ihren Hauptwohrt hat '.

B.5.2. Seit seiner Abänderung durch Artikel 9 des Gesetzes vom 9. November 2015 ' zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Inneres ' bestimmt Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 ' über die Bevölkerungsregister, die Personalausweise, die Ausländerkarten und die Aufenthaltsdokumente ':

' In jeder Gemeinde werden folgende Register geführt:

1. Bevölkerungsregister, in die Belgier und Ausländer, deren Aufenthalt im Königreich für länger als drei Monate gestattet oder erlaubt ist, an ihrem Hauptwohrt eingetragen werden, ob sie dort anwesend oder zeitweilig abwesend sind, deren Niederlassung dort erlaubt ist oder die aufgrund der Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern aus einem anderen Grund eingetragen werden; dies gilt nicht für Ausländer, die in dem in Nr. 2 erwähnten Warteregister eingetragen sind, und Personen, die in Artikel 2*bis* des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnt sind.

[...] '.

B.5.3. Die ' Personen, die in den Bevölkerungsregistern und im Fremdenregister eingetragen sind, die in Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 [...] erwähnt sind ' sind im ' Nationalregister der natürlichen Personen ' eingetragen (Artikel 2 § 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 8. August 1983 ' zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen ', ersetzt durch Artikel 3 des Gesetzes vom 25. November 2018 ' zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Nationalregister und die Bevölkerungsregister ').

Der ' Hauptwohrt ' ist eine der Informationen, die im Nationalregister der natürlichen Personen für jede in den in Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 erwähnten Registern eingetragene Person erfasst werden (Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1983, abgeändert durch Artikel 6 Nr. 1 des Gesetzes vom 25. November 2018).

B.6. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das ausländische ' Kind ', auf das die Ordonnanz vom 25. April 2019 Anwendung findet, das seinen tatsächlichen Hauptwohrt im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt hat und das in den Bevölkerungsregistern, die die Gemeinde seines Hauptwohrtortes in Anwendung von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 führt, eingetragen ist, die in Artikel 4 Nr. 1 derselben Ordonnanz aufgeführte Bedingung erfüllt.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich auch, dass das ausländische ' Kind ', auf das dieselbe Ordonnanz Anwendung findet, das seinen tatsächlichen Hauptwohrt auch im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt hat, das aber nicht in den Bevölkerungsregistern, die die belgischen Gemeinden in Anwendung der vorgenannten Bestimmung des Gesetzes vom 19. Juli 1991 führen, eingetragen ist, die in Artikel 4 Nr. 1 der Ordonnanz vom 25. April 2019 aufgeführte Bedingung nicht erfüllt, sodass es keinen Anspruch auf die von dieser Ordonnanz vorgesehenen Familienbeihilfen hat.

B.7. Aus dem in B.5 Dargelegten geht hervor, dass sich dieser Behandlungsunterschied aus den Wörtern ' nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen ' ergibt, die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 enthalten sind.

B.8.1. Artikel 10 Absatz 2 der Verfassung bestimmt:

' Die Belgier sind vor dem Gesetz gleich; [...] '.

Artikel 11 der Verfassung bestimmt:

‘ Der Genuss der den Belgiern zuerkannten Rechte und Freiheiten muss ohne Diskriminierung gesichert werden. [...] ‘.

B.8.2. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.8.3. Artikel 191 der Verfassung bestimmt:

‘ Jeder Ausländer, der sich auf dem Staatsgebiet Belgiens befindet, genießt den Personen und Gütern gewährten Schutz, vorbehaltlich der durch Gesetz festgelegten Ausnahmen ‘.

B.9.1. Die Ordonnanz vom 25. April 2019 bestimmt die Bedingungen für die Ausübung des ‘ Rechts auf Familienleistungen ‘, das in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 6 der Verfassung anerkannt ist.

Wie die anderen in Artikel 23 Absatz 3 der Verfassung genannten ‘ wirtschaftlichen und sozialen Rechte ‘ muss das ‘ Recht auf Familienleistungen ‘ gewährleistet werden, um es jedem zu ermöglichen, ‘ ein menschenwürdiges Leben zu führen ‘, wie es in Artikel 23 Absatz 1 der Verfassung heißt.

B.9.2. Das ‘ Recht auf Familienleistungen ‘ ist das Recht, von den zuständigen öffentlichen Behörden einen finanziellen Beitrag zu erhalten, der dazu bestimmt ist, zumindest teilweise die Unterhalts- und Erziehungskosten eines Kindes zu decken (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-2240/1, S. 2; ebenda, 2013-2014, Nr. 5-2232/5, SS. 91-92).

B.10. Bei den Vorarbeiten zur Ordonnanz vom 25. April 2019 wurde weder die in Artikel 4 Nr. 1 dieser Ordonnanz aufgeführte Bedingung des Wohnsitzes noch der in B.6 beschriebene Behandlungsunterschied begründet.

Hingegen wird aus den Vorarbeiten zu Artikel 37 ersichtlich, dass der Ordonnanzgeber es ausdrücklich vermeiden wollte, dass ausländische Kinder, die im Dezember 2019 Anspruch auf Familienleistungen hatten, diesen Anspruch wegen der Einführung des Erfordernisses des rechtmäßigen Aufenthalts verlieren:

‘ Il prévoit par ailleurs une mesure de sauvegarde des droits des enfants étrangers bénéficiaires d’allocations familiales d’un régime belge pour le mois de décembre 2019. La régularité de leur séjour, condition non prévue par les législations remplacées par la présente ordonnance, est présumée ‘ (*Parl. Dok.*, Vereinigte Versammlung der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, 2018-2019, Nr. B-160/1, S. 7).

B.11. Da sie den Anspruch eines Kindes auf Familienbeihilfen von dessen Eintragung in den Bevölkerungsregistern abhängig macht, hat diese Bedingung zur Folge, dass einem ausländischen Kind, auf das die Ordonnanz vom 25. April 2019 Anwendung finden kann, das tatsächlich und hauptsächlich im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt wohnt und das keiner der Regelungen über Familienleistungen, die in den anderen Regionen des Königreichs anwendbar sind, angegliedert werden kann, das von Artikel 23 Absatz 3 Nr. 6 der Verfassung sowohl für Belgien als auch Ausländer anerkanntes Recht auf Familienleistungen entzogen werden kann, weil es nicht in den vorerwähnten Registern eingetragen ist.

B.12. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der in B.6 beschriebene Behandlungsunterschied einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt ».

B.13. In seinem Entscheid Nr. 7/2023 hat der Gerichtshof geurteilt:

« B.4. Aus der Begründung der Vorlageentscheidung geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird zu prüfen, ob Artikel 4 Nr. 1 der Ordonnanz vom 25. April 2019 in Verbindung mit Artikel 3 Nr. 4 derselben Ordonnanz mit dem Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung vereinbar ist, wie er aus den Artikeln 10 und 11 der Verfassung hervorgeht, insofern diese Gesetzesbestimmungen einen diskriminierenden Behandlungsunterschied herbeiführen würden zwischen Kindern, die ihren « Wohnsitz » im Sinne der vorerwähnten Ordonnanz in der Region Brüssel-Hauptstadt haben, und Kindern, die ihren tatsächlichen Hauptwohntort in diesem Gebiet haben, aber infolge einer Streichung von Amts wegen nicht mehr im Bevölkerungsregister eingetragen sind.

B.5.1. Der in B.2.2 zitierte ‘ Ort, an dem die Person nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen ihren Hauptwohntort hat ‘, von dem in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 die Rede ist, ist der ‘ gesetzliche Wohnsitz ‘ im Sinne von Artikel 1 Nr. 4 des Zusammenarbeitsabkommens bezüglich der Angliederungsfaktoren, der Verwaltung der Altlasten, des Datenaustausches im Bereich der Familienleistungen und der Bedingungen für die Zuständigkeitsübertragung zwischen den Kindergeldkassen, das die Gemeinsamen Gemeinschaftskommission am 6. September 2017 mit der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossen hat (*Parl. Dok.*, Vereinigte Versammlung der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, 2018-2019, Nr. B-160/1, S. 11).

In diesem Zusammenarbeitsabkommen ist der ‘ gesetzliche Wohnsitz ‘ als der ‘ Ort, wo eine Person gemäß Artikel 32 Nummer 3 des Gerichtsgesetzbuches dem Bevölkerungsregister zufolge ihren Hauptwohntort hat ‘ definiert.

Die Register, auf die in dieser Definition verwiesen wird, sind ‘ die Register wie sie in Artikel 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister, die Personalausweise, die Ausländerkarten und die Aufenthaltsdokumente und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen definiert sind ‘ (Artikel 1 Nr. 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. September 2017).

Ergänzt durch Artikel 8 des Gesetzes vom 4. Mai 2016 ‘ über die Internierung und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz ‘ definiert Artikel 32 Nr. 3 des Gerichtsgesetzbuches den ‘ Wohnsitz ‘ als ‘ den Ort, wo eine Person dem Bevölkerungsregister zufolge ihren Hauptwohntort hat ‘.

B.5.2. Seit seiner Abänderung durch Artikel 9 des Gesetzes vom 9. November 2015 ‘ zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Inneres ‘ bestimmt Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 ‘ über die Bevölkerungsregister, die Personalausweise, die Ausländerkarten und die Aufenthaltsdokumente ‘:

‘ In jeder Gemeinde werden folgende Register geführt:

1. Bevölkerungsregister, in die Belgier und Ausländer, deren Aufenthalt im Königreich für länger als drei Monate gestattet oder erlaubt ist, an ihrem Hauptwohntort eingetragen werden, ob sie dort anwesend oder zeitweilig abwesend sind, deren Niederlassung dort erlaubt ist oder die aufgrund der Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern aus einem anderen Grund eingetragen werden; dies gilt nicht für Ausländer, die in dem in Nr. 2 erwähnten Warteregister eingetragen sind, und Personen, die in Artikel 2bis des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnt sind ‘.

B.5.3. Die ' Personen, die in den Bevölkerungsregistern und im Fremdenregister eingetragen sind, die in Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 [...] erwähnt sind ' sind im ' Nationalregister der natürlichen Personen ' eingetragen (Artikel 2 § 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 8. August 1983 ' zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen ', ersetzt durch Artikel 3 des Gesetzes vom 25. November 2018 ' zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das Nationalregister und die Bevölkerungsregister ').

Der ' Hauptwohntort ' ist eine der Informationen, die im Nationalregister der natürlichen Personen für jede in den in Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 erwähnten Registern eingetragene Person erfasst werden (Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1983, abgeändert durch Artikel 6 Nr. 1 des Gesetzes vom 25. November 2018).

B.6. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Kind, auf das die Ordonnanz vom 25. April 2019 Anwendung findet, das seinen tatsächlichen Hauptwohntort im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt hat und das in den Bevölkerungsregistern, die die Gemeinde seines Wohnortes in Anwendung von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 führt, eingetragen ist, die in Artikel 4 Nr. 1 derselben Ordonnanz aufgeführte Bedingung erfüllt.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich auch, dass das Kind, auf das dieselbe Ordonnanz Anwendung findet, das seinen tatsächlichen Hauptwohntort auch im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt hat, das aber aufgrund einer Streichung von Amts wegen nicht mehr in den Bevölkerungsregistern, die die belgischen Gemeinden in Anwendung der vorgenannten Bestimmung des Gesetzes vom 19. Juli 1991 führen, eingetragen ist, die in Artikel 4 Nr. 1 der Ordonnanz vom 25. April 2019 aufgeführte Bedingung nicht erfüllt, sodass es keinen Anspruch auf die von dieser Ordonnanz vorgesehenen Familienbeihilfen hat.

B.7. Aus dem in B.5 Erwähnten folgt, dass sich dieser Behandlungsunterschied aus den Wörtern ' nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen ' ergibt, die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 enthalten sind.

B.8.2. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.9.1. Die Ordonnanz vom 25. April 2019 bestimmt die Bedingungen für die Ausübung des ' Rechts auf Familienleistungen ', das in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 6 der Verfassung anerkannt ist.

Wie die anderen in Artikel 23 Absatz 3 der Verfassung genannten ' wirtschaftlichen und sozialen Rechte ' muss das ' Recht auf Familienleistungen ' gewährleistet werden, um es jedem zu ermöglichen, ' ein menschenwürdiges Leben zu führen ', wie es in Artikel 23 Absatz 1 der Verfassung heißt.

B.9.2. Das ' Recht auf Familienleistungen ' ist das Recht, von den zuständigen öffentlichen Behörden einen finanziellen Beitrag zu erhalten, der dazu bestimmt ist, zumindest teilweise die Unterhalts- und Erziehungskosten eines Kindes zu decken (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-2240/1, S. 2; ebenda, 2013-2014, Nr. 5-2232/5, SS. 91-92).

B.10. Bei den Vorarbeiten zur Ordonnanz vom 25. April 2019 wurde weder die in Artikel 4 Nr. 1 dieser Ordonnanz aufgeführte Bedingung des Wohnsitzes noch der in B.6 beschriebene Behandlungsunterschied begründet.

B.11. Da sie den Anspruch eines Kindes auf Familienbeihilfen von dessen Eintragung in den Bevölkerungsregistern abhängig macht, hat diese Bedingung zur Folge, dass einem Kind, auf das die Ordonnanz vom 25. April 2019 Anwendung finden kann, das tatsächlich und hauptsächlich im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt wohnt und das keiner der Regelungen über Familienleistungen, die in den anderen Regionen des Königreichs anwendbar sind, angegliedert werden kann, das von Artikel 23 Absatz 3 Nr. 6 der Verfassung anerkannte Recht auf Familienleistungen entzogen werden kann.

B.12. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der in B.6 beschriebene Behandlungsunterschied einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt ».

B.14. Aus denselben Gründen verstoßen, was den ersten aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung abgeleiteten Teil des Klagegrunds betrifft, die Wörter « nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen », die in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz vom 25. April 2019 enthalten sind, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Der einzige Klagegrund ist insofern begründet.

B.15. Der zweite Teil des Klagegrunds, insofern er sich auf die Einhaltung der Stillhalteverpflichtung bezieht, könnte – wie in B.6 und B.7 dargelegt – im Rahmen der vorliegenden Klage nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen. Mit den dargelegten Beschwerdegründe streben die klagenden Parteien aber an, die Tragweite der Feststellung der Verfassungswidrigkeit, die in den vorerwähnten Entscheiden Nrn. 153/2022 und 7/2023 enthalten ist, zu erweitern, was nicht zulässig ist.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Wortfolge « nach den Informationen des Nationalregisters der natürlichen Personen » in Artikel 3 Nr. 4 der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 25. April 2019 « zur Regelung der Gewährung von Familienleistungen » für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 9. November 2023.

Der Kanzler,  
N. Dupont

Der Präsident,  
P. Nihoul